



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

DOM-ROM : Guyane

Question au Gouvernement n° 590

Texte de la question

MISSION INTERMINISTÉRIELLE SUR LE SYSTÈME ÉDUCATIF EN GUYANE

M. le président. La parole est à Mme Chantal Berthelot, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Chantal Berthelot. Monsieur le Premier ministre, le système éducatif en Guyane est en crise faute d'une réponse adaptée aux réalités du territoire. Depuis le mois d'avril, les enseignants et les parents d'élèves du bassin de l'Ouest guyanais sont mobilisés contre les mesures de M. Xavier Darcos, qui ne sont pas applicables, en l'état, sur le terrain.

M. le président. Madame Berthelot, je me permets de vous interrompre un instant pour m'adresser à ceux de nos collègues qui quittent l'hémicycle avant la fin de la séance de questions au Gouvernement. Je leur demande de le faire dans le plus grand silence. J'ajoute qu'il vaudrait infiniment mieux qu'ils restent pour écouter la dernière question et la dernière réponse. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

Madame Berthelot, je vous rends la parole.

Mme Chantal Berthelot. Je vous remercie, monsieur le président.

Le mouvement de protestation n'a fait que s'amplifier devant l'absence de dialogue et le refus, par M. Darcos, du rôle de médiation des élus locaux souhaité par le recteur lui-même.

À ma question orale posée le 13 mai dernier au ministre de l'éducation nationale, c'est Mme Idrac qui a apporté quelques éléments qui n'avaient rien d'une réponse. Elle n'a fait aucune référence à la mission interministérielle arrivée ce dimanche à Cayenne. Or il semblerait que celle-ci ait été décidée dès le mois de mars à la demande des autorités administratives locales.

L'annonce officielle, très médiatisée, de la venue de cette mission a fait l'objet d'un cafouillage et d'une récupération politicienne au détriment de la recherche de l'efficacité. Une nouvelle fois, les élus n'ont pas, en amont, été associés à cette venue ; pire, ils ne sont pas destinataires de la lettre fixant les objectifs aux membres de la mission.

J'estime que ce manque de transparence et de partenariat n'est pas acceptable au regard des principes démocratiques élémentaires. Alors même que cette méthode est totalement inefficace du point de vue des résultats, elle prévaut encore beaucoup trop dans les rapports des services l'État avec les élus guyanais. Cette mission interministérielle sur l'éducation doit être l'occasion d'instaurer une vraie politique fondée sur un partenariat réel et fort avec toute la communauté éducative. Je souhaite qu'elle débouche sur l'organisation d'une table ronde consacrée au système éducatif en Guyane, sujet dont dépend l'avenir de ma région.

Monsieur le Premier ministre, vous qui prétendez, en tant que chef du Gouvernement, avoir pour credo la culture des résultats, êtes-vous prêt à changer votre méthode de travail en Guyane et à mener, enfin, une action politique cohérente au service de l'intérêt général ?

M. le président. La parole est à M. Yves Jégo, secrétaire d'État chargé de l'outre-mer.

M. Yves Jégo, *secrétaire d'État chargé de l'outre-mer*. Madame la députée, c'est à l'occasion de son récent voyage en Guyane que le Président de la République a décidé d'y envoyer plusieurs missions afin que les spécificités économiques et démographiques de ce département soient mieux prises en compte. Ainsi, une mission composée d'inspecteurs généraux des finances, de l'administration et de l'éducation nationale est

arrivée à Cayenne dimanche dernier. Elle vise à dresser un état des lieux de la situation éducative, à évaluer les moyens disponibles et à dresser un tableau exhaustif des besoins.

Cette mission interministérielle rencontrera bien sûr les élus concernés. Je vous annonce d'ailleurs que les conseillers généraux et les conseillers régionaux sont conviés demain à une réunion de travail avec ses membres. Je réunirai pour ma part tous les acteurs concernés le 12 juin prochain, à l'occasion d'un déplacement en Guyane.

Comme vous le voyez, madame la députée, le Gouvernement est soucieux des particularismes de la Guyane et déterminé à se concerter avec ses élus. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Berthelot](#)

Circonscription : Guyane (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 590

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 juin 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 juin 2008